

# **Loi accordant une aide financière pour les années 2020 à 2023 à trois institutions du domaine muséal :**

- a) la Fondation de droit public du Musée d'art moderne et contemporain – Fondamco**
- b) la Fondation Martin Bodmer**
- c) la Fondation du Musée international de de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (12626)**

*du 13 mars 2020*

---

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève décrète ce qui suit :

## **Art. 1 Contrat de prestations**

<sup>1</sup> Les contrats de droit public entre l'Etat et les institutions visées par la présente loi sont ratifiés.

<sup>2</sup> Ils sont annexés à la présente loi.

## **Art. 2 Aide financière**

<sup>1</sup> L'Etat verse, au sens de l'article 2 de la loi sur les indemnités et les aides financières, du 15 décembre 2005, des aides financières monétaires d'exploitation d'un montant annuel total de 2 928 750 francs pour les années 2020 à 2023, réparties comme suit :

- a) à la Fondation de droit public du Musée d'art moderne et contemporain – Fondamco, une aide financière de :
  - 1 394 375 francs en 2020
  - 1 394 375 francs en 2021
  - 1 394 375 francs en 2022
  - 1 394 375 francs en 2023

- b) à la Fondation Martin Bodmer, une aide financière de :
- 665 000 francs en 2020
  - 665 000 francs en 2021
  - 665 000 francs en 2022
  - 665 000 francs en 2023
- c) à la Fondation du Musée international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, une aide financière annuelle de :
- 869 375 francs en 2020
  - 869 375 francs en 2021
  - 869 375 francs en 2022
  - 869 375 francs en 2023

<sup>2</sup> Dans la mesure où l'aide financière n'est accordée qu'à titre conditionnel au sens de l'article 25 de la loi sur les indemnités et les aides financières, du 15 décembre 2005, son montant fait l'objet d'une clause unilatérale du contrat de prestations. Cette clause peut être modifiée par décision du Conseil d'Etat dans les cas visés par l'article 8, alinéa 2.

### **Art. 3 Programme**

Ces aides financières sont inscrites au budget annuel de l'Etat voté par le Grand Conseil sous le programme D01 « Culture ».

### **Art. 4 Durée**

Le versement de ces aides financières prend fin à l'échéance de l'exercice comptable 2023. L'article 8 est réservé.

### **Art. 5 But**

Ces aides financières doivent permettre à ces trois institutions muséales de réaliser les activités définies dans les contrats publics annexés.

### **Art. 6 Prestations**

L'énumération, la description et les conditions de modifications éventuelles des prestations figurent dans les contrats de droit public.

### **Art. 7 Contrôle interne**

Les bénéficiaires des aides financières doivent respecter les principes relatifs au contrôle interne prévus par la loi sur la gestion administrative et financière de l'Etat, du 4 octobre 2013.

**Art. 8 Relation avec le vote du budget**

<sup>1</sup> Les aides financières ne sont accordées qu'à la condition et dans la mesure de l'autorisation de dépense octroyée par le Grand Conseil au Conseil d'Etat dans le cadre du vote du budget annuel.

<sup>2</sup> Si l'autorisation de dépense n'est pas octroyée ou qu'elle ne l'est que partiellement, le Conseil d'Etat doit adapter en conséquence le montant des aides financières accordées, conformément à l'article 2, alinéa 2.

**Art. 9 Contrôle périodique**

Un contrôle périodique de l'accomplissement des tâches par les bénéficiaires des aides financières est effectué, conformément à l'article 22 de la loi sur les indemnités et les aides financières, du 15 décembre 2005, par le département de la cohésion sociale.

**Art. 10 Lois applicables**

La présente loi est soumise aux dispositions de la loi sur les indemnités et les aides financières, du 15 décembre 2005, aux dispositions de la loi sur la gestion administrative et financière de l'Etat, du 4 octobre 2013, ainsi qu'aux dispositions de la loi sur la surveillance de l'Etat, du 13 mars 2014.